

M. Fontaine: Venez dans ma circonscription.

Mme McLaughlin: Je serais heureuse de le faire également. Je suis désolée de ne pas pouvoir me reporter à 1965. J'aimerais bien dire que je n'étais pas née alors, mais ce ne serait pas tout à fait exact. Je vais, cependant, me reporter à quelques observations formulées par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et qui ont été citées dans le magazine *Maclean's*, en 1983. Au sujet du libre-échange, il a déclaré:

Un libre-échange total avec les États-Unis pourrait fort bien entraîner la perte de milliers d'emplois dans des secteurs aussi essentiels que le textile, les meubles et la chaussure. Avant de nous lancer dans cette voie, nous devrions renforcer notre structure industrielle, afin d'être davantage compétitifs.

L'expression «libre-échange» induit énormément en erreur. À la lumière de cette déclaration, j'aurais cru que personne de son côté de la Chambre n'aurait pensé et osé affirmer aux Canadiens que le Canada avait tout à gagner et rien à perdre en l'occurrence. Il s'agit d'un accord commercial entre Mulroney et Reagan.

[Français]

M. Leblanc: Monsieur le Président, j'aimerais poser une question assez directe à la députée néo-démocrate et socialiste, tel que mon collègue l'a mentionné tantôt. Que pense-t-elle du fait que les entrepreneurs, les investisseurs, tous les gens d'affaires, nos grands industriels sont d'accord sur le libre-échange? Comment se fait-il—et je trouve cela épouvantable et j'ai bien de la difficulté à comprendre ce sens—comment se fait-il que le Nouveau parti démocratique et certains chefs syndicaux sont contre le libre-échange pendant, qu'en même temps, les gens qui investissent et risquent, ce sont eux qui prennent des responsabilités, ce sont eux qui ont la responsabilité de l'argent qu'ils investissent, eux, sont d'accord sur le libre-échange et les employés, soi-disant, les représentants des employés... Mais j'ai parlé à plusieurs employés et les membres des syndicats qui disent qu'ils n'ont rien à voir avec les dénonciations, les annonces de leurs chefs syndicaux.

Alors, c'est complètement contradictoire. Celui qui a la responsabilité et prend le risque dit qu'il est d'accord sur le libre-échange, et celui qui ne risque pas dit qu'il n'est pas d'accord, accompagné du NPD. Je n'arrive pas à comprendre cela. Quelle réponse pourrait-elle me donner à ce sujet?

● (1400)

[Traduction]

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, j'ai déjà moi-même été dans les affaires, et je dois dire pour commencer que le Nouveau parti démocratique a des contacts avec les hommes et les femmes du milieu des affaires. Leurs opinions varient. Ce doit être aussi clair pour les gens d'en face que pour les députés de ce côté-ci. Voilà à quoi rime le débat sur l'accord commercial Mulroney-Reagan. Le milieu des affaires est partagé.

Bien des gens avec qui j'ai parlé, dans ma circonscription et dans d'autres également, surtout dans le secteur de la petite entreprise, redoutent les répercussions à court et à long termes de l'accord. Il faut se préoccuper de l'avenir du Canada non pas uniquement jusqu'en 1989, mais jusqu'en 1999 et 2009.

Tarif des douanes

Nous sommes ici pour discuter notamment des perspectives différentes du milieu des affaires.

M. McKenzie: Monsieur le Président—je constate que nos débats sont dirigés cet après-midi par un président fort distingué—je voudrais dire un mot de l'axe Broadbent-White qui s'oppose à l'accord de libre-échange, mais je tiens tout d'abord à lire une citation, que voici:

L'expansion de nos échanges avec tous les pays qui veulent commercer avec nous en toute équité et honnêteté ne peut qu'être bénéfique à la fois pour eux et pour nous. Il faut une planification soignée pour adapter notre production aux exigences commerciales d'une économie de plein emploi. Les tarifs sont des expédients dépassés pour protéger les industries nationales. Ils entravent le commerce en protégeant de moins en moins le secteur industriel national.

On croirait lire un passage d'un manuel conservateur, mais il n'en est rien, puisque nous devons ces propos au Nouveau parti démocratique, un parti qui s'éparpille dans tous les sens. Il tient des congrès d'orientation, il fait toutes sortes de déclarations et adopte bien des politiques sur le commerce, mais aux termes de leur congrès de mars, les néo-démocrates ont adopté une position tout à fait différente. Je voudrais vous citer certaines des résolutions du Nouveau parti démocratique au sujet du commerce; tout d'abord: «l'accroissement des activités encourage les échanges commerciaux». C'est ce que nous faisons. Le Nouveau parti démocratique a d'autres politiques. Il faut reconnaître qu'on connaît toujours la position du NPD. Il est à la fois pour et contre. Les néo-démocrates ont parlé également, monsieur le Président, de chercher à établir d'excellentes relations d'État à État et de cesser de traiter séparément toutes les questions avec les États-Unis. Comment se fait-il que le NPD ne s'en tienne pas à la politique qu'il soutenait en mars dernier? Je trouve vraiment étrange qu'il l'abandonne. En voilà une autre: «Faire porter les efforts sur la solution de différends précis». C'est exactement ce que nous faisons. Le NPD dit encore: «Explorer un libre-échange sectoriel avec les États-Unis et d'autres pays, en maintenant des dispositifs de protection comme ceux que nous avons dans le Pacte de l'automobile». C'est aussi ce que nous faisons.

Monsieur le Président sait très bien ce qu'ont fait les socialistes et les syndicats lorsque la Communauté économique européenne a été créée. Ils s'y sont opposés à cor et à cri. Il y a maintenant 13 pays dans la Communauté. Des milliers et des milliers d'emplois ont été créés. Personne n'a perdu son identité, sa culture, son patrimoine et nous n'entendons plus un mot de la part des syndicats ou des socialistes de la Communauté. Et nous les réduisons tous au silence avant d'avoir terminé.

Mme McLaughlin: Je rappelle simplement au député que le parti néo-démocrate...

Le président suppléant (M. Ellis): Je regrette d'interrompre la députée, mais la période des questions et observations est terminée. Toutefois, je vais lui laisser le temps de répondre brièvement.

Mme McLaughlin: Je voulais dire simplement que le parti néo-démocrate ne veut pas s'accrocher à une étoile, les États-Unis, qui risquerait de l'entraîner, mais préfère le commerce multilatéral avec les États-Unis et d'autres pays, secteur par secteur, et avoir une économie conçue et dirigée par nous et non par les États-Unis.